Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Sous le capitalisme, le couvre-feu est fait pour le capitalisme !

Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire de la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. Et pourtant toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le capital, si on n'y met pas d'obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation.

Karl Marx

Depuis le samedi 17 octobre 2020, un couvre-feu est entré en vigueur en Île de France et dans une dizaine de villes du pays, suite aux annonces d'Emmanuel Macron le 14 octobre.

Cette mesure est lourde de conséquences, non seulement sur le plan économique pour certains secteurs (restauration et culture, notamment) mais aussi sur le plan des libertés fondamentales (y compris celles garanties par la Constitution de la République bourgeoise).

Mais au-delà des premiers constats, il s'agit, pour nous communistes révolutionnaires, de rechercher quels sont les enjeux de classe de cette nouvelle vague de restrictions au droit de circuler et d'accéder à certains lieux normalement ouverts au public.

Dénonçons l'hypocrisie !

Tout d'abord, relevons l'hypocrisie d'un gouvernement qui prétend n'avoir que la solution du couvre-feu pour lutter contre le virus, alors que, depuis des mois, aucune mesure à la hauteur des besoins n'a été mise en place pour préserver la santé des salariés, de la jeunesse et des personnes âgées : Où est le plan massif de relance des moyens humains et matériels donnés à l'hôpital public ? Aujourd'hui, le manque de lits et de personnels dans les services de réanimation et dans les EPHAD atteint des niveaux très inquiétants, et rien n'est fait de côté-là pour inverser significativement la tendance. Où est la gratuité des masques ? Où sont les moyens donnés aux établissements scolaires pour garantir un meilleur respect des gestes barrières et le suivi nécessaire des élèves et des personnels ? Les preuves sont faites que le Segur de la Santé n'était qu'une imposture supplémentaire.

Quelle légitimité scientifique ?

La communication déployée pour justifier le recours au couvre-feu révèle une fois de plus l'absence de fondement scientifique qui caractérise notre société capitaliste : selon quels critères scientifiquement fiables le niveau de danger du virus a-t-il été évalué, alors qu'une quantité d'informations contradictoires à ce sujet circulent encore aujourd'hui ? Les seules données qui semblent prévaloir sont celles du pourcentage de lits occupés par des malades de la Covid en réanimation ! Mais aucune donnée fiable n'a été donnée sur l'efficacité spécifique du couvre-feu, par exemple en Guyane. Dès lors, aucune garantie n'est assurée quant à l'adéquation entre le couvre-feu nocturne imposé et la préservation de la santé des personnes concernées. Ajoutons le caractère à nouveau inégalitaire d'une telle mesure, entre celles et ceux qui pourront rejoindre leurs résidences secondaires pour échapper au couvre-feu et les autres, confinés le soir dans leurs quartiers de banlieue…

…/…

web
PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France
pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18
Union de la Jeunesse Communiste

Mais il n'y a rien de surprenant dans cette « navigation à vue sans boussole », de la part de dirigeants politiques au service d'une classe capitaliste (oligarchie financière et monopoles) qui n'a pas d'autre but que de sauver et maximiser les profits, à court terme et si besoin de façon totalement anarchique, spontanée et déréglée.

L'épisode tragique de la pandémie de Covid-19 met en lumière cette réalité du monde capitaliste : la politique austéritaire de l'État, entraînant la casse de l'hôpital public, les multiples mensonges de l'État avant, pendant et après le confinement, sont des preuves incontestables que la santé des millions de gens, leurs soins, leur protection et leur sécurité, sont incompatibles avec le mode de production et le profit capitaliste.

Un signe de la fascisation de la démocratie bourgeoise

Ce couvre-feu n'est pas une mesure en faveur de la santé du peuple : comme les couvre-feux précédents, dans notre histoire, (le dernier datant de 2005 sous le gouvernement Villepin, de Chirac, contre la révolte des banlieues, après celui de 1961, avec le décret pris par le préfet Maurice Papon, à Paris, contre les « Français musulmans d'Algérie », encore après celui du gouvernement de Vichy contre les juifs pendant la Seconde guerre mondiale...), c'est d'abord une mesure autoritaire visant à renforcer la peur, à museler et à diviser.
De ce point de vue, elle s'inscrit pleinement dans le cadre ultra-réactionnaire, caractéristique d'une réaction sur toute la ligne du capitalisme des monopoles et de la fascisation de la démocratie bourgeoise, fixé par le gouvernement Macron/Castex, avec la multiplication des lois sécuritaires et répressives, des discours de stigmatisation, des violences policières, des mainmises directes de l'oligarchie financière sur l'État bourgeois et des politiques de course aux armements, d'ingérences et d'agressions propres à l'impérialisme français, notamment en Afrique et au Proche-Orient.

La fascisation prépare aussi les populations aux guerres à l'extérieur comme civiles. Pour laisser libre cours au tournant autoritaire de l'État, ministres et éditorialistes imposent en boucle des débats biaisés sur "l'ensauvagement" de la société et le "séparatisme".

Le couvre-feu fait donc ressortir l'hypocrisie de l'État qui s'approprie l'épidémie d'abord pour servir les intérêts des monopoles capitalistes au lieu de l'endiguer. Le couvre-feu, sous le capitalisme, est fait pour le capitalisme !

La situation actuelle illustre ses capacités de récupération, quand l'État organise pour la bourgeoisie monopoliste la gabegie des plans de licenciements facilités, de la remise en cause des droits et des conditions de travail du salariat, la répression accrue des luttes sociales et des quartiers populaires. En utilisant une mesure de nature militaire, Macron parachève ses discours militaires et catastrophistes et ce sont les résistances et le besoin exprimé d'une alternative populaire que le gouvernement et les conseils d'administration des monopoles cherchent à museler pour faire payer la crise de leur système à ses victimes, le peuple-travailleur.

La pandémie prendra fin, comme d'autres par le passé. Le capitalisme, lui, est incurable et continuera à torturer l'humanité, avec la pauvreté, le chômage, les guerres, la destruction de l'environnement, et le déni de tous les droits et libertés conquis... ; jusqu'à ce que les peuples décident de se révolter, d'abord par la lutte contre toutes les mesures liberticides et répressives qui affectent les droits des travailleurs ; mais aussi par l'organisation de toutes les luttes de résistance en processus révolutionnaire visant à renverser ce « monde d'avant » qui a fait son temps et ce « monde d'après » qu'ils nous préparent et qui n'a aucune raison d'être.

Le PCRF, octobre 2020

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

_____

Email :
_____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.